

## **LE RECOUVREMENT DE CREANCE**

### **NOTICE EXPLICATIVE**

Les entreprises se trouvent de plus en plus souvent confrontées à des impayés. La procédure de recouvrement de créance est donc essentielle dans la gestion financière de leur activité.

*Cette procédure doit être exercée dans le respect des délais de prescription :*

- *A l'égard d'un client professionnel (5 ans) ;*
- *A l'égard d'un client particulier (2 ans).*

Avant toute procédure judiciaire, des diligences doivent être entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable du litige.

### **1. LE RECOUVREMENT AMIABLE**

Le recouvrement amiable est mis en œuvre par des relances téléphoniques, et par l'envoi de courriers, dont le nombre n'est pas imposé.

*Nous vous conseillons d'envoyer deux courriers :*

- *Une lettre de relance.*
- *Une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception.*

*Le courrier doit être adressé par lettre recommandée avec accusé de réception afin d'obtenir la preuve de sa réception.*

Il convient à ce stade de faire la distinction entre un client professionnel et un client particulier (personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels).

En effet, les règles juridiques, notamment relatives à l'application des pénalités de retard sont différentes.

### **VOTRE DEBITEUR EST UN PARTICULIER**

*Des pénalités de retard peuvent être prévues pour un débiteur particulier. Elles doivent être mentionnées dans un document contractuel tel qu'un devis ou un bon de commande signé.*

*En outre, elles ne sont dues qu'à compter de la réception d'une mise en demeure, au taux légal en vigueur.*

Nous vous proposons les modèles de courriers suivants :

- **Annexe 1** : Lettre de relance (débiteur particulier)
- **Annexe 2** : Mise en demeure (débiteur particulier).

*Copyright du Syndicat des Indépendants (S.D.I.)*

*Documents à l'usage exclusif des adhérents de l'organisation*

*Avertissement : Compte tenu des nombreuses situations qui peuvent se rencontrer, les formules proposées ne peuvent être considérées comme prêtes à l'emploi et constituent un simple guide de rédaction*

## VOTRE DEBITEUR EST UN PROFESSIONNEL

Dans les contrats entre professionnels, le paiement fait l'objet d'une négociation entre les partenaires commerciaux.

*Le délai de paiement doit obligatoirement figurer sur la facture et dans les conditions générales de vente.*

### ✓ Les délais de paiement

Plusieurs délais de paiement sont possibles :

- Paiement comptant : le jour de la livraison ou de la réalisation de la prestation de service.
- Paiement à réception : avec un délai d'au moins une semaine, incluant le temps d'acheminement de la facture.
- Paiement avec délai par défaut (en l'absence de mention de délai dans le contrat) : avec un délai maximal fixé au 30<sup>e</sup> jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation.
- Paiement avec délai négocié : des clauses particulières figurant aux conditions de vente ou convenues entre les parties peuvent amener le délai jusqu'à 60 jours après l'émission de la facture ou, à condition d'être mentionné dans le contrat, à la fin du mois après 45 jours.

### ✓ Les pénalités de retard

Les conditions générales de vente doivent également préciser les modalités d'application et le taux d'intérêt des pénalités dues en cas de retard de paiement.

*Le taux d'intérêt correspond généralement au taux directeur (taux de refinancement ou Refi) semestriel de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier ou au 1<sup>er</sup> juillet, majoré de 10 points.*

*Mais il peut lui être inférieur, sans toutefois être en-deçà du taux minimal correspondant à 3 fois le taux de l'intérêt légal.*

*Il est appliqué sur le montant TTC de la facture.*

*Les pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire.*

*Elles courent dès le jour suivant la date de règlement portée sur la facture ou, à défaut, le 31<sup>e</sup> jour suivant la date de réception des marchandises ou de la fin de l'exécution de la prestation de service.*

*Elles ne sont pas soumises à TVA.*

✓ **L'indemnité pour frais de recouvrement**

*Une indemnité forfaitaire de 40 € est due pour frais de recouvrement, à l'occasion de tout retard de paiement.*

*Elle est applicable uniquement aux activités soumises au code de commerce, mais ne s'applique pas si le débiteur est en cours de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.*

*Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.*

*L'indemnité est due par facture, dès le lendemain de la date d'échéance et n'est pas soumise à TVA.*

*Elle est due en totalité même en cas de paiement partiel de la facture à l'échéance, et quelle que soit la durée du retard.*

Nous vous proposons les modèles de courriers suivants :

- **Annexe 3** : Lettre de relance (débiteur professionnel).
- **Annexe 4** : Mise en demeure (débiteur professionnel).

Si, à l'issue de ces démarches, votre débiteur ne règle pas sa dette à l'amiable, il conviendra d'engager une procédure judiciaire afin d'obtenir un titre exécutoire.

## **2. L'OBTENTION D'UN TITRE EXECUTOIRE**

Un titre exécutoire est un acte, revêtu de la formule exécutoire, qui permet à un créancier de recourir à l'exécution forcée, par l'intermédiaire d'un Commissaire de justice<sup>1</sup> (saisie de biens ou saisie sur salaire par exemple).

### **a) La procédure simplifiée de « recouvrement des petites créances »**

*Pour les **créances civiles inférieures à 5 000 euros €**, la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances peut être mise en œuvre par un Commissaire de justice, à votre demande et avec l'accord de votre débiteur.*

Une plateforme de traitement des petites créances, mise en ligne par la Chambre nationale des commissaires de justice, permet d'effectuer la procédure de façon totalement dématérialisée (<https://www.credicys.fr>).

<sup>1</sup> Ex Huissier de justice

La mise en œuvre de cette procédure nécessite au préalable l'envoi au débiteur par un Commissaire de justice d'une invitation à y participer.

S'il **accepte** la procédure simplifiée, la prescription sera suspendue. Après accord du créancier et du débiteur sur les modalités d'apurement de la dette, tous les versements que le débiteur effectuera transiteront nécessairement par le Commissaire de justice.

En parallèle, le Commissaire de justice délivrera un titre exécutoire : document écrit permettant au créancier d'obtenir le recouvrement forcé de sa créance. En cas de non-respect de l'accord par votre débiteur, ce titre exécutoire vous permettra de demander au Commissaire de justice d'effectuer des saisies (Saisie sur compte, sur salaires, ...).

En l'absence de réponse dans un délai d'un mois, le débiteur est considéré avoir implicitement **refusé** et vous devrez saisir le tribunal afin d'obtenir un titre exécutoire. **Nous vous renvoyons ainsi au point suivant (b).**

*Les frais occasionnés par cette procédure sont à la **charge exclusive du créancier.***

#### **b) La procédure d'injonction de payer**

L'injonction de payer est une procédure judiciaire simplifiée, qui doit être engagée devant une juridiction compétente en fonction du montant et de la nature du litige.

*La requête doit être adressée via un formulaire cerfa, accompagnée de toutes les pièces justificatives prouvant le bien-fondé de la demande (bon de commande, contrat, facture impayée, lettre de mise en demeure, etc.).*

La détermination du tribunal compétent dépend d'une part de la qualité de votre débiteur et de son domicile, et d'autre part du montant de votre créance.

#### **✓ VOTRE DEBITEUR EST UN PARTICULIER**

*Si votre créance est inférieure à 10.000 €, la requête doit être envoyée au Président du Tribunal judiciaire (incluant le Tribunal de proximité) (**Annexe 5** : Cerfa 12948\*06)*

*Si votre créance est supérieure à 10.000 €, le Président du Tribunal judiciaire est également compétent (**Annexe 5** : Cerfa 12948\*06)*

*Dans les deux cas précités, le tribunal compétent est le plus proche du domicile du débiteur. Aucun frais de greffe ne vous sera demandé.*

✓ VOTRE DEBITEUR EST UN PROFESSIONNEL

*Le tribunal compétent est le Tribunal de commerce le plus proche du siège social de l'entreprise ou de la société de votre débiteur, quel que soit le montant de votre créance. (**Annexe 6** : Cerfa 12946\*02).*

*Devant le Tribunal de commerce, les frais de greffe sont de 33,47 €. Vous pouvez demander dans la requête à ce que cette somme soit mise à la charge de votre débiteur.*

*Vous pouvez également demander le paiement de la somme de 40 € au titre des frais de recouvrement, sur le fondement de l'article L.441-10 du Code de commerce ainsi que les intérêts légaux ou contractuels.*

*Enfin, et uniquement devant le Tribunal de commerce, vous pouvez demander, en cochant la case correspondante, que l'affaire soit renvoyée en cas d'opposition devant une autre juridiction compétente, en raison d'une clause spécifique (clause attributive de compétence), présente dans vos conditions générales de vente.*

*Le dépôt de la requête s'effectue soit par remise en secrétariat du Greffe, soit par courrier recommandé avec AR.*

*La démarche peut également être réalisée en ligne, auprès du Tribunal digital uniquement lorsque le Tribunal de commerce est compétent.*

Au vu de votre requête, accompagnée du bordereau des pièces justificatives (**Annexe 7**), le tribunal rend, dans un délai d'un à deux mois, une ordonnance constatant votre créance et portant injonction de payer revêtue de la formule exécutoire.

Il peut s'agir d'une ordonnance d'acceptation totale ou partielle.

*Il vous appartient de faire signifier cette ordonnance par l'intermédiaire d'un commissaire de justice, dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'ordonnance.*

A compter de la signification par le Commissaire de justice, votre débiteur dispose d'un délai d'un mois pour former opposition à l'injonction de payer.

Dans ce cas, les deux parties sont convoquées devant le tribunal où se tiendra un procès classique (échanges de conclusions, plaidoirie, délibéré, jugement).

Si le débiteur ne forme pas opposition dans le délai d'un mois, en l'absence de règlement, le Commissaire de justice peut procéder à des mesures d'exécution forcée pour obtenir le paiement des sommes dues, par exemple en demandant la saisie-vente des biens mobiliers du débiteur.

***Aucun recours n'est ouvert au créancier contre une ordonnance de rejet total ou partiel de sa créance.***

En cas de rejet de votre requête, vous serez contraint d'agir « selon les voies de droit commun » c'est-à-dire en assignant votre débiteur en paiement par l'intermédiaire d'un avocat.